

Burundi : "Les manifestations sont maintenant terminées", clame le pouvoir

RFI, 12-06-2015 Burundi : pour le gouvernement, tout est rentré dans l'ordre. Le gouvernement burundais durcit le ton. Il a annoncé jeudi 11 juin la fin des manifestations contre le troisième mandat du président Pierre Nkurunziza. Ces manifestations, qualifiées d'insurrection par le pouvoir, ont été violemment réprimées et ont fait une quarantaine de victimes. Et signe que les médias sont dans le collimateur de Bujumbura, le ministre de la Sécurité publique assure que c'est la presse internationale qui est à l'origine des mouvements.

Les manifestations contre le troisième mandat du président Pierre Nkurunziza sont maintenant terminées. C'est en tout cas ce qu'affirme le porte-parole du ministre de la Sécurité publique burundais : « Il n'y a plus de manifestations à Bujumbura et à l'intérieur du pays. La vie reprend dans les endroits hier sous insurrection. » A l'approche des législatives du 29 juin et de la présidentielle du 15 juillet, le Burundi reste pourtant sous haute tension. Le pays vient de vivre un mois et demi de contestation contre une 3e candidature du président après dix ans de pouvoir. Mais le gouvernement s'appuie sur un état de fait incontestable : depuis une dizaine de jours, les manifestants sont moins nombreux. Même les leaders de la contestation le reconnaissent. La répression de la contestation va crescendo. La cause de cet essoufflement est simple : la répression n'a cessé de s'intensifier depuis le début des protestations le 26 avril dernier. A la vue du moindre manifestant, la police déployée en masse projette des gaz lacrymogènes et tire à balles réelles, parfois en l'air, mais aussi en direction de manifestants encore rugueusement tués ou blessés. L'un des principaux leaders du mouvement de contestation, Pacifique Nininahazwe, relate : « Chaque jour, nous subissons les tirs de la police nationale, parfois de l'armée. Alors, tous ces morts, ils viennent d'où ? Nous n'abandonnerons pas avant que (Pierre Nkurunziza) renonce à son troisième mandat. » Face aux balles de la police, l'opposition promet de nouveaux modes de contestation, toujours pacifiques, malgré les difficultés. « La contestation n'est pas terminée, quand nous manifestons pacifiquement, nous entendons le cri de révolte des armes et face aux armes, on reste chez soi », expliquait jeudi un représentant du mouvement Arusha. Les journalistes dans le collimateur du pouvoir. Le gouvernement accuse les journalistes internationaux d'encourager aux manifestations : « Ce que l'on observe sur le terrain, un mouvement de certains journalistes, surtout ceux d'origine africaine par les médias internationaux, qui recherchent et organisent des groupes de gens dans des endroits reculés et loin des forces de l'ordre et leur demandent de chanter, exhiber des pancartes », prétend le porte-parole adjoint du ministre de la Sécurité publique Pierre Nkurikiye. « Ces derniers s'exécutent et ces journalistes prennent ces images qu'ils diffusent après, auprès de certains médias internationaux et sur Internet, et commentent qu'il y a eu des manifestations au Burundi », ajoute le porte-parole. Des accusations que dénonce Amnesty International dans son dernier rapport, à l'occasion duquel l'organisation appelle le gouvernement burundais à respecter la liberté d'expression. D'autre part, le médiateur de l'ONU. Dans ce contexte spécial de l'ONU, Saïd Djinnit a annoncé jeudi qu'il abandonnait son rôle de médiateur. Si la mission de médiation de l'ONU au Burundi a loué son bilan, le diplomate était totalement désavoué par l'opposition. Dans une lettre au secrétaire général des Nations unies, 17 formations et partis politiques avaient demandé son départ. « Il est partial, il ne nous a pas représentés, il n'a représenté que le gouvernement alors qu'il devait représenter les deux parties », pointe Frédéric Bamvuginyumvira, qui avait signé la lettre au nom du parti Frodebu (Front pour la démocratie au Burundi). De son côté, le gouvernement avait apporté son soutien au médiateur de l'ONU. Alain Niyamitwiza, ministre des Affaires étrangères du Burundi, regrette « son départ précipité par la position de l'opposition. Nous n'avions pas d'a priori par rapport au mandat de facilitateur de Saïd Djinnit. Nous estimions que le travail qu'il avait commencé allait nous permettre d'aller aux élections dans la sérénité. » Saïd Djinnit reste pour autant l'envoyé spécial de l'ONU aux Grands Lacs, mais il cesse d'être médiateur dans la crise burundaise. Qui pour le remplacer ? L'ONU n'a pas de réponse. L'opposition propose que les Nations unies se concertent avec l'Union africaine et l'Union européenne pour nommer une médiation collégiale menée par une grande personnalité africaine. Si rien n'est encore décidé, l'ancien président sud-africain Thabo Mbeki a été cité.